

RN9 (page 9)

Une réflexion longtemps attendue, mais ...



Les nids de poule envahissent progressivement certaines routes de la municipalité de Bujumbura. L'exemple emblématique est la RN9 qui relie le rond point des Nations Unies au quartier Carama. Les usagers de ces routes demandent leur réhabilitation puisque les conséquences de leur défectuosité sont fâcheuses.

COMMERCE

GENRE

FINANCE



« Akabenzi »

« Akabenzi », ce plat très prisé des Bujumburois (page 3)



Economie des ménages

L'épanouissement économique de la femme, salut du ménage (page 5)



Dette publique

« Le Burundi n'est pas en défaut de paiement » (page 6)

LES NUMEROS GAGNANTS DU JEU LUCKYPOWER
DU 27/05/2022

21 05 31 06 48 39 09

LES NUMEROS GAGNANTS DU JEU LUCKYPOWER
DU 31/05/2022

07 17 18 24 03 28 50



LUCKYPOWER

Composez

*777#

et jouez à partir de 500 Fbu
pour gagner jusqu'à

50 millions Fbu

Editorial

Le coût de l'inaction devient élevé



Benjamin Kuriyo,
Directeur de publication

km nécessitent des interventions urgentes, a déclaré Capitaine Dieudonné Dukundane, ex-patron du corridor central lors des assises du Forum National sur le Développement du Burundi.

L'inaction va coûter cher au pays. La voirie urbaine ne cesse de se dégrader avec les nids de poule qui se forment quitte à devenir de véritables fossés au milieu de la route. Pour certaines artères de la capitale économiques Bujumbura, il est impossible d'affirmer que les routes étaient bitumées. Les ponts s'affaissent, alors que les glissements de terrains menacent sérieusement les routes. En plus des dommages causés aux engins roulants, le mauvais état des infrastructures routières plombe le développement du pays.

Les transporteurs des biens et des personnes ont du mal à exercer et la circulation des biens et des personnes. Dans les agglomérations, les autorités administratives ont eu la bonne initiative de boucher les nids de poule avec les moyens de bord. Des

particuliers s'invitent également dans la partie pour avoir de quoi mettre sous la dent. Ils remplissent avec de la terre et du gravier les nids de poule et demandent en retour une « rémunération » volontaire aux usagers de la route.

Dans les grandes villes comme Gitega, Bujumbura ou Ngozi, les travaux d'application rapide ont été réalisés. En mairie de Bujumbura par exemple, la Mairie s'est lancée dans une campagne de réfection de la voirie urbaine. Cependant, les travaux lancés en grande pompe avancent à pas de tortue. La Mairie n'a dévoilé aucun plan de réhabilitation de ces routes ni le budget y relatif. Ce qui démontre qu'il faut plus de coordination pour atteindre les objectifs fixés.

Il est difficile de distinguer le rôle de l'Agence Routière du Burundi et les structures déconcentrées. Les travaux de réhabilitation des routes se sont accélérés à la veille de l'inauguration de l'Hôtel de Ville, bâtiment abritant les services de la Mairie. Les équipes se relayaient pour asphalter les parties

abimées de l'avenue de l'Université et du boulevard du Peuple Murundi tout autour de ce bâtiment. Récemment, une partie de l'avenue de l'Imprimerie située non loin de l'Ecole Primaire du Jardin Public a été retravaillée. Des travaux similaires avec du ciment cette fois-ci ont été réalisés à l'Avenue de la République séparant les quartiers II et III de la zone Nyakabiga.

Cependant, il y a encore du chemin à faire pour doter la capitale économique d'infrastructures routières de bonne qualité. La plupart des artères de la ville sont en piteux état. Les véhicules se fauillent entre les nids de la poule qui jonchent les avenues. Les routes des quartiers Musaga, Mutanga Nord, Kigobe, Ngagara, Asiatique, Kamenge et Mutakura se dégradent de plus en plus. Certaines routes sont parsemées de nids de poule dépassant un mètre de diamètre.

Certaines routes nécessitent une réhabilitation complète. Nous citerons à titre illustratif la RN9 tronçon rond-point des Nations Unies jusqu'à la rivière Gikoma, la RN7, tronçon rond-

point du monument du soldat inconnu jusqu'à la Gare du Sud. Dans le but d'assurer un financement durable et soutenable de l'entretien du réseau routier national, le gouvernement envisage une large campagne d'entretien du réseau routier dénommée zéro nids de poule. D'ailleurs, il était prévu une ligne budgétaire de 28 milliards de Fbu affectée à l'entretien des routes au cours de l'exercice budgétaire 2021-2022 qui prend fin. Ce projet devrait être financé par la taxe de 18 % appliquée sur la téléphonie mobile (taxe sur la souscription aux bouquets internet). Le gouvernement avait également misé sur une nouvelle taxe dénommée redevance routière.

Les travaux de réhabilitation des infrastructures coûtent extrêmement chers. D'où il est indispensable de créer et d'alimenter un fonds d'entretien des routes pour réaliser ces travaux avant qu'il ne soit trop tard. Les études montrent qu'il faudra mobiliser plus de 1,2 milliards USD, soit plus de 2000 milliards de Fbu pour réaliser les travaux d'urgence au niveau du réseau routier national.

La société LACELL (Smart) sommée de payer ses dettes

Dans un communiqué du 2 juin 2022, l'Agence de Régulation et de Contrôle des Télécommunications au Burundi (ARCT) informe que la licence de la société LACELL SU (Smart) pour l'exploitation du réseau GSM au Burundi qui court jusqu'au 27 juillet 2022 n'est pas encore renouvelée.

Le communiqué rappelle l'article 43 du décret 100/97 du 18 avril 2014 qui dit que tout opérateur dont le contrat de concession expire après l'année 2014 devra introduire la demande d'une nouvelle licence au plus tard 18 mois avant l'expiration de son contrat de concession.

Le renouvellement de la licence de LACELL SU sera conditionné par la liquidation préalable de la totalité de sa dette envers l'Etat. Cette dette n'est pas dévoilée dans le communiqué.

Le Burundi s'offre deux médailles d'or

Dans le championnat de boxe qui s'est tenu du 27 au 31 mai en Tanzanie, l'équipe burundaise de boxe s'est distinguée. Deux boxeuses Ornella Havyarimana et Liliane Nshimirimana ont remporté des médailles d'or tandis que côté masculin, Moussa Nimubona a engrangé une médaille d'argent.

De nouvelles mesures pour reprendre l'exploitation artisanale de l'or

Les nouvelles mesures prises pour la reprise de l'exploitation artisanale de l'or résultent de la réunion d'orientation de l'exploitation artisanale et de la commercialisation de l'or tenue à Gitega, capitale politique au cours du mois de mai dernier.

Il est alors notifié que les activités d'exploitation artisanale de l'or sont exercées par les coopératives reconnues légalement. Cependant, avant de commencer ses activités, chaque coopérative doit signer un contrat avec le ministère ayant les mines dans ses attributions.

Le paiement des droits fixes et de la redevance superficielle annuelle exigé avant la délivrance de l'autorisation d'exploitation ont été suspendus. La coopérative en activité doit donner à l'Etat 30% de sa production. Cela au moment où toute la production de l'or sera vendue à la Banque centrale et la quantité produite communiquée aux services de l'Office Burundais des Mines (OBM), à l'administration locale, au service de sécurité et de renseignement pour la sécurisation...

Les récentes mesures ne concernent pas les sociétés exploitant industriellement l'or. Celles-ci doivent attendre la renégociation des contrats avec l'Etat.

Vers la reprise des travaux de réhabilitation de la RN3

Après plus de 5 mois d'arrêt, les travaux de réhabilitation de la RN3, tronçon Gitaza-Rumonge vont bientôt commencer. Dans une rencontre tenue jeudi le 02 juin avec Alain Guillaume Bunyoni, premier ministre du Burundi, toutes les parties prenantes dans la réhabilitation de cette route « ont été unanimes que les travaux vont redémarrer dès le 09 juin 2022, car tous les défis sont déjà levés ». Lors de cette réunion, il a été révélé que les travaux avaient été bloqués par la question liée à l'indemnisation des populations.

Lancés le 25 novembre 2021, les travaux de réhabilitation de la RN3, tronçon Gitaza-Rumonge avaient été suspendus quelques jours après.

Les cultivateurs de mandarines pourront bientôt exporter les fruits en RDC



Les cultivateurs de mandarines de la province de Rumonge pourront exporter les fruits vers la République Démocratique du Congo. Cela a été annoncé par Consulateur Nitunga, gouverneur de cette province lors du débat public organisé par la plateforme des blogueurs « Yaga » à Rumonge vendredi, le 27 mai 2022. Il indique avoir introduit une requête pour demander l'autorisation pour cette fin. Cela étant, les cultivateurs travaillent à perte d'autant plus qu'un seau de mandarines coûte entre 2000 Fbu et 3000 Fbu.

Lors de ce débat, le projet de 5 communes de la province de Rumonge de mise en place d'une usine de transformation du jus de mandarine a été évoqué. Le gouverneur Nitunga fait savoir que les études de faisabilité sont presque terminées. Il a demandé aux cultivateurs de ne pas se décourager et surtout de ne pas remplacer les champs de mandariniers par les plantations de palmiers à huile. Cela étant, le projet date de 2018. A signaler que cette usine de transformation de jus de mandarines sera implantée dans la zone de Kizuka en commune de Rumonge.

BurundiEco

N° 25 Av. Moso - ROHERO 2
Référence CNC : 100/CNC/236/2012
Parution le vendredi
Tirage : 5000 exemplaires
Directeur de publication et
Rédacteur en chef :
Benjamin Kuriyo
Rédacteur en chef adjoint :
Mélance Maniragaba
Service commercial :
+257 22 277868 / 75129129

Imprimé par HOPE DESIGN

Taux de change du 02 Juin 2022

Sources : BRB/www.brb.bj

Monnaies étrangères	Marché officiel	
	Acheteur	Vendeur
Dollar USA	2013	2045
Euro	2145	2180
Shi. Kenyan	17,2354	17,5134
Shi. Tanzanien	0,8651	0,8791
Shi. Ougandais	0,5314	0,5400
Fr Rwandais	1,9726	2,0044

L'abattoir de Bujumbura : victime de la fermeture des marchés de bétails

Depuis quelques semaines, la fièvre de la vallée du rift attaque les bovins, surtout au Nord du pays. Pour limiter la propagation de cette pathologie, les administratifs ont fermé les marchés de bétails. En conséquence, la Société de Gestion de l'Abattoir de Bujumbura (SOGEAB) enregistre des pertes, car les activités y sont au point mort



Après que la fièvre de la vallée du rift ait été déclarée, l'abattoir de Bujumbura travaille à perte. (Photo : © BNP Magazine)

Nous sommes mercredi le 1^{er} juin 2022. Il est 8h. Nous sommes dans les enceintes de l'abattoir privé de Bujumbura appartenant à la Société de Gestion de l'Abattoir de Bujumbura (SOGEAB). Il se situe aux environs du campus Kamenge de l'Université du Burundi. A l'entrée de cet abattoir s'observent quelques femmes qui talent par terre la pâte de manioc dite « uburobe ». « Dans les conditions normales, avant midi, il s'y observe beaucoup plein d'animaux domestiques tels que les vaches, les chèvres... mais ces derniers jours, ce ne sont que quelques chèvres qui y circulent de temps en temps », indique une femme assise par terre. Dans la cour de l'abattoir, abatteurs ou « abayangayanga » sont assis dans de petits groupes comme s'ils n'avaient pas une occupation. Et dans le bâtiment réservé à l'abattage des chèvres, nous constatons que seulement sept chèvres ont été égorgées. « Quand les choses vont bien, au moins 50 chèvres sont égorgées jusqu'à 9 heures du matin », indique un abatteur de chèvres avec un couteau bien aiguisé dans sa main.

La raison est qu'il n'est plus possible d'aller à l'intérieur du pays pour amener les animaux (vaches, chèvres et moutons). Les marchés des bêtes ne sont pas opérationnels à cause de la fièvre de la vallée du rift qui attaque les vaches depuis deux ou trois semaines. Les quelques chèvres qui sont disponibles proviennent des périphéries de la ville de Bujumbura. Nous avons passé environ une heure dans cet abattoir de

Bujumbura et nous n'y avons aperçu aucune vache. Un homme d'une quarantaine d'années qui travaille dans cet abattoir est inquiet : « Si cette situation persiste, je risque ne pas tenir pendant longtemps. Il n'y a plus de travail ».

La direction de SOGEAB s'en inquiète

« A cause de la fièvre de la vallée du

rif, la quasi-totalité des marchés de bétails sont fermés. En conséquence, les activités de l'entreprise SOGEAB sont au point mort même si nous abattions encore des porcs et quelques petits ruminants », fait savoir Hubert Mbabazi, directeur général de SOGEAB. L'effectif des animaux abattus par jour a diminué. M. Mbabazi précise que quand tout va bien, en moyenne, 50 bovins, 150 petits ruminants et une vingtaine

de porcs sont abattus par jour. Mais depuis une semaine, on n'abat plus de bétail sauf quelques chèvres qui proviennent des environs de la ville de Bujumbura.

C'est une énorme perte, non seulement pour la SOGEAB, mais également pour l'Etat du Burundi et la mairie de Bujumbura. A titre illustratif, pour abattre les animaux, les propriétaires des bêtes paient les frais d'abattage : 15 000 FBU pour une vache et 2500 FBU pour les petits ruminants. L'Office Burundais des Recettes (OBR) perçoit ses différentes taxes comme la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) de 18% des frais d'abattage et le prélèvement forfaitaire de 1000 FBU par vache et 500 FBU par petit ruminant. Et la mairie de Bujumbura perçoit 3000 FBU par bovin et 500 FBU par petit ruminant. La liste de ceux qui travaillent à perte n'est pas exhaustive. Il y a aussi les transporteurs des bétails, les boucheries, les restaurants, les snacks bars, etc.

« Les salaires de notre personnel proviennent des frais d'abattage. Si ce problème persiste, nous serons tôt ou tard incapables de le rémunérer comme il faut. Nous espérons que la fièvre de la vallée du rift sera maîtrisée d'ici peu pour que nous puissions redynamiser nos activités », fait savoir M. Mbabazi. L'abattoir de Bujumbura dispose d'un personnel permanent d'une vingtaine de personnes et d'une centaine d'abatteurs payés par les propriétaires des animaux.

Gilbert Nkurunziza

COMMERCE

« Akabenzi », ce plat très prisé des Bujumburois

La consommation de la viande du porc s'accroît du jour au jour au Burundi. Cette viande « Akabenzi » qui, il y a des années n'était pas convoitée est actuellement très prisée par les citadins. Les carcasses de porc se retrouvent dans différents coins de tous les quartiers de la ville de Bujumbura. Par conséquent, son prix est volatile



La viande « Akabenzi » qui, il y a des années n'était pas convoitée est actuellement très prisée par les citadins.

Mercredi le 01 juin 2022. Nous sommes dans la zone Kamenge de la commune Ntahangwa en mairie de Bujumbura. Cette zone est reconnue pour la vente de l'Akabenzi, viande qui ravive les convoitises des citadins. Des gens venant de tous les quartiers de Bujumbura s'y rencontrent pour s'offrir de cette viande.

Il est 15h sur la route pavée séparant les quartiers Mirango II et Teza. De la 10^{ème} à la 13^{ème} avenue plus de 15 bars s'y trouvent. En leurs seins, aucune carcasse de bœuf, de chèvre n'est trouvable. Seuls les carcasses d'Akabenzi sont suspendues sur des cordes. A ces endroits, des fours, des brasers sont là. Chacun amateur d'Akabenzi consomme selon son choix. Il y a plusieurs spécialités d'Akabenzi. Certaines sont grillées, d'autres sont préparées dans l'huile, d'autres sont grillées dans les fours.

A 15h, certains bars sont déjà ouverts malgré la mesure fixant l'heure d'ouverture des débits de boissons à 17h. Des gens particulièrement pourvus savourent la sainte mousse tranquille. D'autres continuent à affluer vers ces bars. Pas mal de véhicules y sont garés. Ce qui

est sûr, ce n'est pas par amour de la sainte mousse. C'est plutôt celui d'Akabenzi. Les « vétérinaires » se positionnent sur les entrées des bars. Nous sommes devant un bar sur la 12^{ème} avenue du quartier Teza. Presque tous les clients qui le fréquentent, commandent d'abord la viande avant d'entrer.

De l'Akabenzi pour toujours

A.N et sa femme sont des amateurs d'Akabenzi. Ils viennent de faire la commande d'un demi kilo qui s'achète à 6000 FBU sans accompagnement. Cet homme de 38 ans nous révèle qu'il consomme cette viande depuis plus de 10 ans. « Actuellement, deux jours ne peuvent pas passer sans que je consomme

cette viande de porc », précise-t-il. Et d'expliquer : « Il est rare que je mange les brochettes de chèvres ou de bœuf dans un bar ». Sa femme qui était réticente à consommer de la viande de porc il y a de cela deux ans est désormais un fan incontournable de cette viande. « Mon mari me l'a amené un jour à la maison. Je croyais que c'était une viande de chèvre. Ce n'est qu'après avoir tout bouffé qu'il m'a révélé que c'était de la viande du porc. C'était délicieux et bien préparé. Depuis, je la consomme autant de fois que possible », explique-t-elle.

Jean Ndhokubwayo est un jeune garçon rencontré dans le quartier Gihosha de la commune Ntahangwa. Cet amateur d'Akabenzi mise aussi sur son prix bas par rapport

à d'autres brochettes. Devant une boutique qui s'est transformée en un véritable bar (compte tenu de la clientèle), il préfère s'offrir une bonne brochette à 1500 FBU. Cela au moment où dans un bar modeste à Bujumbura, une brochette de chèvre simple s'achète à pas moins de 2500 FBU. « Avec une somme de 3000 FBU, je consomme deux brochettes d'Akabenzi ». Dans les bars des boissons traditionnelles, souvent fréquentées par des gens à faibles revenus, des brochettes de 1000 FBU sont aussi trouvables.

Où s'approvisionnent les préparateurs d'Akabenzi ?

Mwarabu est un préparateur de

l'Akabenzi opérant dans le quartier Teza de la zone Kamenge. Il précise qu'il s'approvisionne en viande de porc dans ce même quartier. Son grossiste se trouve à environ 200 m. La viande du porc arrive souvent à partir de 12h en provenance de l'intérieur du pays. Un autre préparateur de l'Akabenzi rencontré au quartier Gasenyi s'approvisionne chez plusieurs grossistes ou dans les ménages supplantant la ville de Bujumbura.

Ndikumana, fournisseur de la viande de porc dans la mairie de Bujumbura basé dans la zone Kamenge précise qu'il collecte les porcs dans différentes provinces du pays, notamment Bujumbura et Kayanza. Il recourt également aux abattoirs de Bujumbura et de Muzinda en province de Bubanza. « Après examen des viandes par les vétérinaires, nous les transportons vers Bujumbura ». Le transport se fait souvent par les véhicules de types Probox. Ndikumana amène par jour en moyenne 500 kg de viande de porc. Il dispose plus de 15 clients détaillants permanents. Un kilo est actuellement acheté à 8 mille FBU pour être revendu à plus de 11 mille FBU par les détaillants. Ce prix est en hausse suite à la hausse des prix du carburant. « Avant la pénurie du carburant, les détaillants s'en approvisionnaient à un prix variant entre 6 mille de FBU et 7 mille FBU.

A Bujumbura, le prix d'Akabenzi varie d'un bar à l'autre selon le standard des bars. Dans certains bars VIP du centre-ville, un kilo d'Akabenzi se vend à plus de 20 mille FBU.

Bruce Habarugira

Fièvre de la vallée du rift

Quand l'épidémie affecte les revenus des ménages

La récente apparition de la fièvre de la vallée du rift a occasionné des retombées économiques négatives dans l'administration fiscale et dans les ménages. Sous le choc, les victimes souhaitent la reprise des activités d'abattage d'animaux, bien sûr après vaccination ou examens cliniques



Les conséquences de la fièvre de la vallée du rift se font sentir dans les ménages et dans l'administration fiscale. (Marché pour chèvres et pour moutons de Gihosha vide)

Selon Célestin Kabwari, comptable de la commune de Mungongo-Manga dans la province de Bujumbura à l'Ouest du pays, 60% des recettes collectées par la commune proviennent du marché pour bétail de Rwibaga.

« Chaque jeudi (jour du marché) au marché pour bétail de Rwibaga, les recettes collectées varient entre 2 millions et 3 millions de FBu. Cela fait une semaine que le marché est fermé. Nous n'avons collecté pour d'autres produits écoulés sur le marché que 500 mille FBu seulement », déplore-t-il avant de signaler que la commune était en train de réaliser des projets de développement.

Il informe que pour ces projets, la commune va continuer à utiliser l'argent versé sur son compte. Le problème est que si la situation persiste, il y aura un fossé sur le compte. Ces projets qu'on est en train de réaliser vont s'arrêter, indique M.Kabwari.

Le calvaire touche également le Nord du pays. Dans toute la commune Ngozi de la même province, les pertes causées par la fermeture des marchés pour bétail, pour

chèvres et pour moutons tournent autour d'un million 100 mille FBu par semaine, soit environ 3 millions de FBu si on se réfère au début de la fermeture de ces marchés, selon les sources sur place.

Le malheur des uns et le malheur des autres

Au centre du pays, les conséquences de la fièvre de la vallée du rift se font sentir dans la commune de Bugendana de la province de Gitega. A part que les carcasses d'animaux abattus étaient étalés au centre Bugendana sur la route Ngozi-Gitega

(RN15) tout comme les brochettes grillées où tout le monde (les voyageurs, les habitants de la région) pouvait s'approvisionner à volonté, la région de Bugendana fournissait la viande aux boucheries de la capitale économique Bujumbura, au marché de la province de Gitega...

«Aujourd'hui le 1^{er} juin, nous n'avons abattu ni une vache, ni une chèvre ou un mouton. Chaque jour, les vaches abattues varient entre 20 et 40. Nous utilisons une centaine d'employés à l'abattoir de Bitare», précise Emmanuel Niyonkuru, représentant des bouchers de la commune Bugendana.

Il avoue que le travail est à l'arrêt à ce jour et a peur que si la situation perdure, les bouchers et leurs employés vont consommer le capital. La commune va, à son tour, perdre les recettes collectées dans les impôts et taxes.

Jean Marie Vianney Ndibanje, comptable communal de Bugendana informe que la commune tire profit de la commercialisation de la viande. Dans les recettes collectées dans les impôts et taxes payés dans la commercialisation de la viande des vaches, la commune a collecté, selon toujours lui, 1 million 635 mille FBu au mois d'avril, 1 million 500 mille FBu au mois de mars, 1 million 974 mille FBu au mois de février.

« Au mois de mai où il a été annoncé la fièvre de la vallée du rift, la commune Bugendana a collecté dans la commercialisation de la viande de vache 710 mille FBu », déplore M.Ndibanje avant de faire remarquer qu'au cours du même mois, les taxes collectées dans la commercialisation des chèvres et des moutons ont chuté passant d'un million de FBu à 600 mille FBu au marché de Bitare et de 500 mille FBu à 300 mille FBu au marché de Mutoyi.

Le comptable de la commune Bugendana fait savoir que la chute des recettes communales pourrait impacter la bonne continuation des projets de développement, entre autres la construction des ponts reliant les collines, la construction du bureau de la zone Mutoyi, l'aménagement des sources d'eau potable...

Les ménages touchés

Isidore Nsabumuremyi est commerçant de chèvres au marché pour chèvres et pour moutons de la zone Gihosha dans Bujumbura mairie.

Il signale que dans les conditions normales, il vendait trois chèvres par jour et obtenait un bénéfice de 20 mille FBu. «Cela fait deux semaines que le marché est presque fermé. Or, je devrais envoyer au moins 20 mille FBu à mon épouse résidant dans la commune Gatara de la province Kayanza pour qu'elle arrange les travaux dans le ménage», dit-il. Ce qui n'est plus le cas.

Et de continuer : « Moi aussi j'étais rassuré de me restaurer deux fois pendant la journée et de m'acheter une limonade chaque jour. Aujourd'hui, j'utilise mon capital pour la restauration et je ne mange qu'une seule fois par jour ».

Tenant un bar-restaurant à côté du marché pour chèvres et pour moutons de Gihosha, Vincent Barutwanayo avoue que la moisson n'est pas bonne.

Au lieu d'encaisser au moins 100 mille FBu par jour, la donne a changé et les recettes ont diminué de moitié. Ces dernières s'évaluent entre 45 mille FBu et 50 mille FBu.

Nos sources convergent sur la vaccination ou les examens cliniques afin que la situation d'abattage et de commercialisation de la viande de la vache, de la chèvre et du mouton se normalise.

Mélance Maniragaba

COMMERCE

Fièvre de la vallée du rift

Le marché de la viande suit la cadence de l'épidémie

Le marché de la viande a été déstabilisé par la fièvre de la vallée du rift présente au Burundi depuis fin avril 2022. Dans certains marchés de la ville de Bujumbura, le commerce de la viande est presque suspendu, dans d'autres c'est comme si de rien n'était. En attendant l'éradication de cette épidémie, un message clair sur le comportement à adopter par les bouchers et les consommateurs de la viande est plus que nécessaire



Dans certains marchés de la ville de Bujumbura, le commerce de la viande est presque suspendu.

Les conséquences de l'épidémie de la fièvre de la vallée du rift se font remarquer sur les différents marchés de la viande à Bujumbura. Au marché de Ngagara II communément appelé COTEBU. Les stands où on vendait la viande étaient presque vides. Jean Bosco Hakizimana, boucher dans ce marché nous a fait savoir qu'ils sont en train de travailler à perte. « Avant, je vendais facilement 300 kg de viande de vache par jour. Aujourd'hui j'en vends à peine 50 kg avec le risque qu'elles ne soient pas toutes écoulées. Je pouvais gagner entre 20 et 30 mille FBu de bénéfice avant l'épidémie mais, aujourd'hui, c'est à peine que j'arrive à avoir de quoi mettre sous la dent », déplore-t-il. Suite à cette carence de viande, le peu de bouchers qui en vendent encore le vend à prix d'or. Le kilo de la viande communément appelée «Umusoso» s'achète aujourd'hui entre 13 et 14 mille FBu

et la viande communément appelé « Cangacanga » s'achète entre 11 et 12 mille FBu.

La situation est identique au marché de Kanyosha de la commune Muha en Mairie de Bujumbura. Lorsque nous y sommes passé, la plupart des stands où on vendait la viande étaient vides. Un boucher approché nous a dit que cela fait presque un mois qu'ils n'écoulent pas leurs pro-

duits. Il ne comprend pas pourquoi les clients sont réticents à acheter la viande alors que le ministère ayant l'élevage dans ses attributions a tranquilisé que la viande de vache et celle de chèvre sont sans danger si ces bêtes étaient saines. «Même avant l'épidémie, on examinait le bétail avant de l'abattre pour voir s'il n'est pas atteint par l'une ou l'autre maladie. Car, il y a d'autres pathologies des vaches qui peuvent nuire à

la santé des personnes. Si on nous faisait confiance avant, pourquoi tant de méfiance aujourd'hui?», se demande-t-il.

Situation normale à Ruziba

Dans le Sud de la capitale économique, plus précisément au marché de Ruziba, dans le hangar où on vend la viande, c'était comme si de rien n'était. Apparemment, sur ce marché, l'épidémie n'a pas lourdement déstabilisé le marché de la viande. Un boucher rencontré sur place l'a confirmé. « Normalement, pendant la période de pêche comme c'est le cas aujourd'hui, les clients de la viande ne sont pas nombreux. Ils migrent vers le Mukeke et les Ndagalas. Dans ce cas, nous achetons peu de viandes qui peuvent être facilement écoulées. Il est difficile actuellement de savoir si c'est l'épidémie qui fait qu'il y ait peu de clients pour la viande ou que c'est simplement parce que c'est la période de pêche », explique-t-il.

Zainabu Kezakimana venait d'acheter de la viande. Selon elle, rien ne l'empêchera d'acheter de la viande tant que le gouvernement ne l'aura pas interdit. « Si le danger était imminent, le gouvernement l'aurait fait savoir. Après tout, ce ne sont pas simplement les viandes qui tuent », rigole-t-elle. Même si cette dame se montre confiante, elle suggère de vacciner pour toutes les vaches pour éviter que personne ne soit victime de la malhonnêteté de certains bouchers.

Une crise qui contamine d'autres secteurs

Les conséquences de cette épidémie affectent les autres secteurs. Les propriétaires de certains restaurants déplorent qu'ils encaissent beaucoup de pertes pendant cette épidémie. Vincent Barutwanayo est propriétaire du restaurant-bar kumpene à Gihosha. Il nous a fait savoir qu'ils perdent plus de la moitié de ce qu'ils gagnaient avant l'épidémie. «Nous n'avons plus de clients. La plupart d'entre eux-ci consommaient la bière en attendant la viande. Puisqu'il n'y a plus de viande, nous travaillons à perte», regrette-t-il. Il demande au gouvernement de trouver une solution adéquate à ce problème avant qu'il ne soit pas trop tard.

Selon J.Bosco Hakizimana, le fait qu'il y ait des marchés où on vend encore de la viande et d'autres où on ne la vend pas est déjà lacunaire. « Il faut qu'il y ait une communication claire sur ce sujet. Si la situation est maîtrisée, il faut que le gouvernement tranquillise la population et qu'on rouvre les marchés de bétail », fait-il savoir. Car, dit-il, on ne peut pas dire que la vente de la viande est permise alors que les marchés de bétail sont fermés. «Mais si la situation est alarmante, il faut que le gouvernement interdise la vente du bétail et de la viande et cela dans tout le pays», suggère-t-il.

Florence Inyabuntu

La tradition burundaise

Un frein au développement intellectuel de la femme ?

Les devoirs de la femme burundaise en tant que mère exigent parfois sa présence physique permanente auprès de sa famille. Cela constitue un frein à son épanouissement intellectuel. Madame Goreth Ndayikeza, enseignante à l'INSP nous raconte comment elle a pu briser cette barrière



La poursuite de ses rêves ne devrait pas tenir compte du genre.

Pour pouvoir entrer en compétition avec ses pairs masculins, la femme burundaise doit avoir un niveau intellectuel supérieur ou égal à celui des hommes. Pour y arriver, le chemin qu'emprunte la femme burundaise est souvent plein d'embûches comparativement à celui emprunté par les hommes. Et cela parce que souvent les devoirs de la femme burundaise en tant que mère de famille exigent sa présence permanente auprès de ses enfants, alors que le développement intellectuel exige parfois le contraire.

Madame Goreth Ndayikeza est enseignante à l'INSP. Elle a terminé ses études secondaires avec la mention distinction. Cela lui a donné le feu vert d'entrer à l'université du Burundi. Elle a fait la faculté de Chimie. Là aussi elle a terminé sa licence avec la mention distinction. C'est ainsi qu'elle a eu droit à une bourse d'études pour faire le master à l'étranger. Lorsqu'elle a été appelée pour aller poursuivre ses études à l'Université de Laval, elle avait déjà des enfants. L'aînée était en 3^{ème} année secondaire et la dernière avait 6 mois. « Laisser de côté ma bourse d'études ou laisser un bébé de 6 mois pour aller poursuivre mes études à l'étranger a été

le dilemme le plus difficile de ma vie », fait-elle savoir. Ce dilemme a abouti à une décision qui a paru bizarre à pas mal de personnes. Se séparer de ses enfants pour les études. « Personne ne comprenait ce qui me prenait. On a même dit à mon mari que je ne reviendrais pas, que c'est une humiliation de haut niveau, etc.

Heureusement que mon mari m'a soutenu », fait-elle savoir.

Le rôle de l'époux est indispensable

Selon Mme Ndayikeza, une telle décision exige la compréhension et l'implication de l'époux. « urugo ni

babiri », fait-t-elle savoir. Cela veut dire que l'un est la moitié de l'autre et que ce que l'un peut faire l'autre peut le faire aussi pour le bien de la famille. La recherche des ressources financières pour la famille n'est pas l'apanage des hommes comme c'est souvent le cas dans la tradition burundaise. La femme n'est pas non plus faite pour rester

à la maison. Ils doivent s'entraider mutuellement dans la recherche de comment nourrir leur famille. Si l'opportunité se présente chez le mari, tant mieux. Mais aussi si elle se présente chez la femme, celle-ci ne devrait pas normalement être freinée par le fait qu'elle est femme. La poursuite de ses rêves ne devrait pas tenir compte du genre.

Elle appelle toutes les femmes intellectuelles à poursuivre leurs rêves peu importe le prix. Elle déplore cependant le fait que beaucoup de femmes Burundaises comptent uniquement sur les revenus de leurs maris. « La femme Burundaise devrait chercher son autonomie financière », fait-elle savoir. Aux hommes elle les appelle à soutenir leurs femmes dans la poursuite de leurs rêves. « Je me souviens, il y avait beaucoup de femmes avec qui on était ensemble et qui sont rentrés avant la fin de leurs études. Les unes parce qu'elles n'ont pas pu supporter les conditions d'études et les autres ont écourté les études parce que leurs maris n'ont pas pu être à la hauteur de leurs responsabilités familiales », fait-elle savoir.

La fille Burundaise devrait se préparer en conséquence

Même si cette maman a pu terminer ses études, elle avoue que la conciliation des études et de son rôle de mère de famille qu'elle jouait à distance n'a pas toujours été facile. Elle appelle les jeunes filles qui sont toujours au banc de l'école à poursuivre leurs études avec assiduité et à faire le maximum possible d'études avant de se marier.

Florence Inyabuntu

GENRE

L'épanouissement économique de la femme, salut du ménage

La question de la participation des femmes au développement semble être le gage d'un développement durable. Mais les barrières socio-culturelles qui empêchent son épanouissement semble étouffer cette course au développement. Des projets et appuis spécifiques pour les femmes devraient être initiés

Selon la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique, sans une participation effective des femmes, les pays en voie de développement ont peu de chances de parvenir à la réalisation des Objectifs pour le Développement Durable (ODD). Cependant, les femmes sont confrontées à de nombreux obstacles relatifs au lancement de leurs activités économiques. Il s'agit principalement des obstacles d'ordre psychologique, socio-culturel, professionnel, infrastructurel, juridique et même des obstacles liés au niveau d'instruction des femmes.

Quand la vie ne procure pas d'autres choix

Fidélité Dusabe est une femme commerçante. Mais elle n'a exercé le commerce que depuis que son mari est décédé. Dorénavant veuve, Dusabe n'avait d'autres choix qu'apprendre à suer pour trouver comment faire vivre ses enfants ou se prostituer. « Je ne savais pas vraiment où mettre les pieds », té-



Les services financiers d'épargne, le transfert de fonds, des crédits à des taux d'intérêts préférentiels pour les femmes peuvent être mis en place pour répondre au besoin en financement des microprojets des femmes.

moigne-t-elle. Pendant ce temps, la famille de son mari se préparait à la faire marier à son beau-frère (le petit frère de son défunt mari), comme on le faisait autrefois dans la culture burundaise surtout qu'elle habitait dans une région où cette tradition est fréquente. Elle a refusé la proposition de la famille de son défunt mari et cette dernière l'a exclue.

« Quand mon mari est décédé, je voyais que le ciel me tombait dessus parce que jusqu'ici il m'était interdit d'exercer une quelconque profession. Mon mari me disait que je dois m'occuper de nos enfants et que c'est lui seul qui devait subvenir à nos besoins ». Elle explique qu'elle a fait face à tant de maux, mais ce qu'elle a regretté c'est que son mari ne lui a pas donné l'opportunité de

créer une activité génératrice de revenu. « Je n'aurais pas souffert comme j'ai souffert », confie-t-elle les larmes aux yeux.

Aujourd'hui, Fidélité Dusabe est une commerçante prospère dans la ville de Bujumbura. Elle a élevé seule ses deux filles et elle est bien maintenant. Cependant, elle trouve que l'homme par contre ne constitue

pas un obstacle à l'épanouissement de la femme mais plutôt un soutien incontournable. « Et quand je parle de l'homme, je parle par exemple du mari pour son épouse et du père pour sa fille », indique-t-elle.

Elles ont besoin d'un encadrement approprié

Les activités entrepreneuriales des femmes démarrent avec un capital très faible et la production généralement n'est pas spécifiée et se fait à domicile (écoulement local de la production) et de façon informelle. Le revenu sert plus à la survie de la famille qu'au financement de l'activité.

Pour Marie Yvette Ajeneza, expert en entrepreneuriat, les services financiers d'épargne, le transfert de fonds, les crédits à des taux d'intérêts préférentiels pour les femmes peuvent être mis en place pour répondre au besoin en financement des microprojets des femmes. Elle explique que les activités génératrices de revenus initiées par les populations en général et les femmes en particulier manquent d'un encadrement financier et logistique capable de les pérenniser.

Le gouvernement et ses partenaires bilatéraux et multilatéraux devraient engager des projets et des programmes visant le renforcement du pouvoir économique des femmes, l'éducation de la jeune fille et de la femme, explique-t-elle.

Dona Fabiola Ruzagiriza

« Les bureaux de change vont rouvrir si nécessaire »

Deux ans après la fermeture des bureaux de change, la question sur les résultats affichés par cette mesure revient toujours. La Banque de la République du Burundi (BRB) qui est l'organe régulateur précise qu'un travail technique est en cours pour évaluer cette mesure et si c'est nécessaire la revoir

change et la mesure de fermeture de bureaux de change comme sous composante de cette réforme. « On ne va pas tarder à valider d'un document stratégique qui permettra d'arrêter une stratégie spécifique à la réforme du taux de change sous différentes composantes, y compris même les bureaux de change qu'il s'avère nécessaire de rouvrir tout en respectant la réglementation », fait-il savoir.

Le marché noir du taux de change continue à opérer

Pour ce qui est des résultats atteints après que les bureaux de change soient fermés, Domitien Ndi-hokubwayo, ministre des Finances, du Budget et de la Planification Economique a expliqué lors d'une séance plénière à l'Assemblée Nationale que la réponse pourrait être donnée par tous les burundais. « En 2015, on prédisait qu'on n'arriverait pas à payer les dettes, à acheter des produits stratégiques comme les médicaments, mais je trouve que la machine est entrain de fonctionner normalement », trouve-t-il. Mais il se demande également si cette résilience est le fruit de la fermeture des bureaux de change. « C'est difficile à affirmer », indique-t-il.

Toutefois, il reconnaît que le marché noir existe toujours. « Vous dites que c'est difficile de trouver les devises mais, quand vous allez sur le marché noir, vous trouvez qu'ils sont disponibles. Il y a des Burundais qui préfèrent opérer dans la clandestinité », a déclaré le ministre Ndi-hokubwayo

A la question de savoir si ce n'est pas



Vénuste Ndikumwenayo, Directeur des Etudes Economiques et de la Statistique à la BRB « On ne va pas tarder à valider un document stratégique qui permettra d'arrêter une stratégie spécifique à la réforme du taux de change sous différentes composantes, y compris même les bureaux de change qu'il s'avère nécessaire de rouvrir tout en respectant la réglementation ».

L'inquiétude relative à la fermeture des bureaux de change était parmi les questions posées lors de la présentation du rapport du quatrième trimestre sur la politique monétaire. L'ADG adjoint de la Bancobu a demandé s'il y a eu évaluation de la mesure de fermeture des bureaux de change étant donné que cette mesure avait été prise pour permettre à l'Etat de contrôler les devises étrangères en circulation.

Le travail d'analyse est en cours

Dans les discussions qui se font à l'interne entre la BRB et les différentes parties prenantes, la gestion de la réforme du taux de change revient toujours et la Banque centrale s'y attache avec intérêt. « Nous sommes à une étape où nous sommes en train d'évaluer les différentes mesures qui ont été prises. Nous nous sommes fixés un agenda qui doit viser une réforme des taux de change », indique Vénuste Ndikumwenayo, Directeur des Etudes Economiques et de la Statistique à la BRB. Il continue à expliquer qu'un travail technique est en cours pour évaluer la réforme du taux de

les gens puissants qui ces devises extraient de la BRB pour les vendre au marché noir, il a répondu : « Tous les Burundais sont appelés à veiller sur les biens publics. Douze millions de Burundais ne peuvent pas faillir à neutraliser une personne aussi puissante soit-elle ».

Avant d'ajouter : « je n'ai pas de réponse exacte à cette question parce que quand on pose ce genre de question, on dirait qu'il y a un arbre duquel on peut soutirer les devises ».

Quant à ce qui est de l'argent prov-

enant des missions de maintien de la paix où les militaires sont payés en devise mais qu'ils retirent l'argent en FBu, les députés ont demandé où va l'autre portion. Le ministre a répondu : « je vais répondre comme un simple citoyen. En tant que citoyen ordinaire, je ne dois pas tout révéler. (...) Celui qui veut la réponse à cette réponse qu'il m'approche, mais que lui aussi garde le secret ».

La Banque centrale du Burundi (BRB) a ordonné la fermeture définitive au 15 février 2020. En situation de crise, la spéculation augmente,

dit Mr Ndikumwenayo. Il a ajouté que la Banque Centrale a toujours essayé de s'ajuster à la situation de crise par rapport à la gestion de politique de change. Mais, il a expliqué qu'elle est restée confrontée à des défis liés à la spéculation et au non-respect de la réglementation édictée par la Banque Centrale. Ainsi, cette mesure avait été prise pour permettre à l'Etat de faire face à cette spéculation.

Dona Fabiola Ruzagiriza

FINANCE

« Le Burundi n'est pas en défaut de paiement »

Au moment où les parlementaires s'inquiètent de l'augmentation de la dette publique, le ministère ayant les finances dans ses attributions tranquillise qu'on n'a pas encore atteint le stade du défaut de remboursement de cette dette. Et les experts suggèrent que la dette publique soit bien gérée, car les conséquences du surendettement sont fâcheuses

La dette publique ne cesse d'augmenter, s'inquiètent les représentants du peuple lors de l'analyse et de l'adoption du projet de loi de règlement et du compte rendu budgétaire, exercice 2020-2021. Selon les données de la BRB, la dette publique s'est accrue de 11,6% à fin décembre 2021 se fixant à 4 338,3 contre 3 886,3 milliards de FBu à la même période de l'année 2020. En glissement annuel, la dette intérieure s'est accrue de 212 847,5 millions de FBu à fin décembre 2021 passant de 2 850,4 à 3 063,2 milliards de FBu principalement en relation avec l'accroissement de l'endettement de l'Etat envers le secteur bancaire (+184 897,5 millions de FBu) et le secteur non financier (+ 37 750,0 millions de FBu) plus spécialement sous forme de titres du trésor détenus par les banques commerciales (+201 415,1 millions de FBu) et les établissements financiers (+39 750,0 millions de FBu).

En glissement annuel, la BRB annonce que la dette extérieure a augmenté de 239,3 milliards de FBu à fin décembre 2021 passant de 1036 à 1275,3 milliards de FBu. Par rapport



Dr Domitien Ndi-hokubwayo, ministre ayant les finances dans ses attributions: « le Burundi n'a pas encore atteint le stade du défaut de remboursement de ses dettes ».

au mois précédent de l'année 2020, la dette extérieure s'est légèrement accrue de 0,5% à fin décembre 2021, se fixant à 1 275,3 contre 1 269,0 milliards de FBu. En 2020, la BRB fait remarquer que la dette publique s'est accrue de 19,0%, passant de 3 265,9 à 3 887,2 milliards de FBu. Et cette augmentation a porté aussi bien sur la dette intérieure (+23,0%) que sur la dette extérieure (+9,2%). Rapportée au PIB, la dette publique totale représentait 58,4% en 2020 contre 52,5% en 2019. La dette intérieure a augmenté de 23,0%, passant de 2 317,5 à 2 851,2 milliards de FBu.

L'augmentation de la dette publique s'observe depuis 2015

Dans le forum national sur le développement du Burundi tenu du 18 au 19 novembre 2021, les experts ont aussi alerté sur le niveau inquiétant de l'augmentation de la dette publique depuis 2015. Selon Dr Euphrem Niyongabo, cette dette est dominée par la dette intérieure estimée à 3/4 de la dette totale du pays. Néanmoins, cet expert s'inquiète du fait que la croissance économique n'est pas en train de suivre cette ca-

dence. Au regard de cette situation, Niyongabo se demande si l'Etat est à mesure de rembourser la dette publique et ses intérêts. Selon les indicateurs de la Banque Mondiale et du FMI sur lesquels on se base pour se rendre compte si la dette publique est remboursable ou pas, il fait savoir qu'on n'a pas encore dépassé les limites. Malgré cette situation, il alerte que le Burundi tend vers un risque de surendettement élevé même s'il parvient encore à honorer ses engagements.

Les banques commerciales financent la dette intérieure à plus de 50%

Roger Ntwenguye, directeur général adjoint de la BGF déplore que les banques commerciales financent la dette intérieure à plus de 50%. Elles avancent à l'Etat plus de 1500 milliards de FBu. Selon toujours lui, le déficit budgétaire va aussi crescendo. Par exemple, fin 2020, le déficit budgétaire était estimé à 400 milliards de FBu contre 200 milliards de FBu en 2019. Donc, il augmente d'année en année. Il s'inquiète donc au sujet de la soutenabilité de cette dette qui a une courbe ascendante.

Selon lui, si les banques commerciales mobilisent les ressources pour financer la dette publique, l'avenir des ménages et des entreprises est incertain, car la mission principale des banques commerciales est de financer le secteur privé étant donné qu'il est le moteur de la croissance économique. Selon toujours lui, si cette cagnote finançait le secteur privé, ce serait une très bonne chose. A titre illus-

tratif, les banques commerciales ont financé le secteur privé ces deux dernières années à hauteur de plus de 300 milliards de FBu et la plupart des projets financés étaient de type industriel. On espère que d'ici trois ou quatre ans, on pourra créer plus de 3000 emplois. Donc le fait que les banques commerciales soient entrain de financer la dette publique constitue une perte énorme pour la croissance économique.

Pour éviter le pire, les experts suggèrent que la dette publique soit bien gérée, car les conséquences du surendettement sont fâcheuses. Et une stratégie adéquate de l'endettement et de la gestion de la dette publique devrait être mise en place pour gagner le pari. Il faut aussi limiter les dépenses, élargir l'assiette fiscale, exploiter de façon transparente les secteurs porteurs de croissance comme les minerais qui peuvent générer beaucoup de revenus, réduire les charges des sociétés publiques, adopter la numérisation du système fiscal, réduire les exonérations et consacrer des dépenses importantes aux secteurs générateurs de revenus et de croissance économique.

A la question de savoir si l'Etat pourra continuer à rembourser la dette, Domitien Ndi-hokubwayo, ministre ayant les finances dans ses attributions fait savoir que le Burundi n'a pas encore atteint le stade du défaut de remboursement de ses dettes. Il affirme qu'il ne cesse de rembourser ses dettes et précise que même le FMI et la Banque Mondiale sont au courant de cela.

Jean Marie Vianney Niyongabo



CREOP-Jeunes, une réponse aux jeunes en quête de stages professionnels



Le défi des jeunes face au manque d'opportunités professionnelles est la préoccupation de tous au Burundi. L'asymétrie entre ce qui est enseigné à l'école ou à l'université et les compétences dont les jeunes ont besoin pour décrocher un emploi et progresser dans le monde professionnel contribue à ce problème majeur.

C'est pour réduire cette asymétrie et augmenter les chances des jeunes burundais de s'épanouir dans le monde professionnel que l'ONG internationale SPARK et l'ONG locale Création des Opportunités d'Emploi pour les Jeunes (CREOP-Jeunes) ont décidé d'unir leurs forces.

Dans ce cadre, en 2021, 100 jeunes de la province de Gitega ont suivi une formation en compétences professionnelles. Les plus motivés d'entre eux avaient ensuite l'occasion de décrocher un stage rémunéré. Au total, 65 jeunes ont saisi cette opportunité d'acquérir de nouvelles compétences professionnelles et d'apprendre à mieux connaître le monde du travail. Après leur stage, 25 jeunes se sont vus offrir un emploi permanent.

La Clinique Saint Joseph de Giheta a ainsi permis à 8 jeunes de faire un stage de 3 mois et a recruté 6 de ces 8 jeunes à la fin de leur stage. Vanessa Bwitonzi, une infirmière de 26 ans, fait partie des jeunes recrutés. Selon elle, « le stage est un excellent pont entre la théorie et la pratique ». Elle encourage les jeunes burundais à travailler avec courage, respect et empathie et à chercher une carrière plutôt qu'un moyen de se faire de l'argent rapidement. Frère Alexis Ihorihoze, directeur de la Clinique, souligne que la différence de comportement chez les stagiaires ayant suivi la formation en compétences professionnelles est évidente, surtout au niveau de la déontologie professionnelle. « Ils comprennent tout de suite que le vrai patron, c'est le patient. C'est lui qu'il faut satisfaire. »

L'hôtel Tropitel de Gitega a également embauché deux stagiaires. Chanel Irakoze a 30 ans et travaille dans le restaurant de l'hôtel. Le module sur la communication lui a permis de gérer des moments plus difficiles. Aujourd'hui, elle est fière de son revenu qui lui permet de payer les frais de scolarisation de sa fille. Audace Mthahomvukiye a 34 ans et fait partie de l'équipe comptable du Tropitel. C'est surtout le module en efficacité qui lui est utile dans sa vie professionnelle. Grâce à son revenu, il peut maintenant se marier avec sa bien-aimée.

Fiers des résultats obtenus en 2021, SPARK et CREOP-Jeunes ont renouvelé leur partenariat et voient encore plus grand. L'objectif pour 2022 est de former 300 jeunes en compétences professionnelles et de placer 200 parmi ceux-ci en stages rémunérés.

Pour lancer ce nouveau partenariat, SPARK et CREOP-Jeunes ont organisé dans la ville de Gitega un cocktail dénommé « Akazi Keza » le mercredi 25 mai 2022. Le thème de cette activité était : « L'engagement du secteur privé dans l'employabilité des jeunes au Burundi ».

Dans son discours, Lydie Ndayishimiye, Directrice Exécutive de CREOP-Jeunes, a rappelé que les jeunes sans emploi sont le fardeau qui pèse lourd sur le pays et particulièrement les familles suite à la vie chère d'une part et du taux des jeunes diplômés qui s'accroît contrairement au marché du travail.

Même si le gouvernement du Burundi fait des efforts pour renforcer le cadre institutionnel en lien avec l'emploi, il y a encore du pain sur la planche. A cet effet, Mme Ndayishimiye propose la mise en place des mesures incitatives pour les entreprises privées qui acceptent de participer aux programmes d'insertion professionnelle des jeunes. Ce qui favoriserait une intégration souple des demandeurs d'emplois dans les entreprises.

L'objectif de ce cocktail est de plaider en faveur des jeunes pour l'engagement du secteur privé dans l'employabilité des jeunes en quête d'emploi à travers les stages professionnels. Mme Ndayishimiye n'a pas oublié remercier les entreprises basées à Gitega qui ont accepté de travailler avec CREOP-Jeunes en donnant des stages professionnels aux jeunes.

Jesper de Wit, directeur pays de Spark au Burundi a fait savoir que l'ambassade des Pays-Bas au Burundi appuie le programme « Akazi Keza » jusqu'en 2024. Spark travaille dans six provinces dont Gitega et son objectif est la création de l'emploi pour les jeunes burundais.

GOUVERNANCE

Récurrence du vol à la Regideso : A qui la responsabilité ?

Les vols répétés constatés à la Regideso, une société à participation publique à 100% est l'une des formes de dilapidation des biens du contribuable. L'Observatoire de Lutte contre la Corruption et les Malversations Economiques (OLUCOME), une ONG locale appelle au respect de l'article 69 de la Constitution qui garantit le respect et la protection des biens publics

Un montant de près de 300 millions de FBu est estimé comme valeur réelle du matériel et des équipements eau et électricité de la Regideso volés dans ses entrepôts et trouvés à Buyenzi au centre-ville de Bujumbura mardi le 24 mai 2022.

«Cela juste deux semaines après un autre vol similaire au même endroit», lit-on sur le compte twitter de la Regideso.

A cette fin, Dr Ir Jean Albert Manigomba, directeur général de la Regideso a invité l'administration à mieux encadrer la population pour qu'elle veille à ces équipements dont l'installation coûte énormément cher. « Soyez l'œil et l'oreille de la Regideso parce que cette entreprise est la vôtre », a-t-il martelé.

De tels incidents ne datent pas de cette année dans cette entreprise

En 2018, un des magasins abritant

le matériel électrique de secours de la Regideso qui se trouve en face de la Brarudi a pris feu pendant la nuit de vendredi 25 mai 2018. L'incident qui s'est produit aux environs de 2 heures du matin a occasionné des dégâts matériels importants.

En 2019, Côme Manirakiza, ex-ministre de l'Hydraulique, de l'Energie et des Mines a reconnu le manque de transparence dans la passation des marchés à la Regideso. La cellule de gestion des marchés publics a été accusé de commander des équipements obsolètes qui n'ont plus d'utilité. A cette année, le coût du stock « mort » était évalué à plus de 13 milliards de FBu.

« Le vol devient récurrent à la Regideso »

Selon Gabriel Rufyiri, président de l'Observatoire de Lutte contre la Corruption et les Malversations Economiques (OLUCOME), le vol est devenu récurrent à la Regideso.

«Tantôt ce sont des stocks périmés ou des stocks fictifs, tantôt c'est le vol des fils électriques, des tuyaux...», déplore-t-il. Cependant, rappelle M.Rufyiri, il y a des mécanismes qui ont été mises en place pour protéger le matériel de la Regideso. C'est le cas de l'article 69 de la Constitution.

Cet article dit que les biens publics sont sacrés et inviolables. Chacun est tenu de les respecter scrupuleusement et de les protéger. Chaque Burundais a le devoir de défendre le patrimoine de la nation.

Et de continuer : « Tout acte de sabo-



Gabriel Rufyiri, président de l'OLUCOME : « Les gestionnaires de la Regideso doivent respecter la méthode de gestion lifo et fifo. La méthode lifo propose de sortir du stock les produits les plus récents tandis que la méthode fifo propose de faire sortir du stock les produits les plus anciens ».

tage, de vandalisme, de corruption, de détournement, de dilapidation ou tout autre acte qui porte atteinte au bien du public est réprimé dans les conditions prévues par la loi ».

Cet article de la Constitution devrait s'appliquer au patrimoine de la Regideso qui est toujours dérobé, d'après M.Rufyiri et qu'aucune sanction y relative n'a jamais été rendue publique.

Et de regretter : « Il y a des sanctions prévues mais, on ne parvient pas à comprendre pourquoi les mêmes bavures se répètent toujours ».

Pour M. Rufyiri, ceux qui achètent des stocks de biens de l'Etat utilisent

l'argent du citoyen débloqué à travers le paiement des impôts et taxes. « Si ceux-ci ne mettent pas en avant l'intérêt général en tenant compte du coût, de la qualité, de la quantité, du temps de livraison..., cela devient la première façon de voler », témoigne-t-il.

Sur ce, se réjouit M.Rufyiri, le DG de la Regideso est en train de tout faire pour éradiquer le vol au niveau de l'achat du matériel.

« On aimerait voir un rapport dressant le bilan de ce que le pays perdait avant le début des initiatives du DG de la Regideso et les bénéfices obtenus avec ces initiatives », déclare-t-il.

Le président de l'OLUCOME situe le deuxième niveau de vol à l'acheminement du matériel vers les entrepôts. C'est là où la Regideso a enregistré depuis longtemps du matériel périmé dans ses stocks. Il place le 3^{ème} niveau de vol aux stocks volatilisés, vidés ou brûlés.

M. Rufyiri s'inquiète qu'on attrape le matériel en dehors des stocks de la Regideso au moment où il n'y a pas eu des plaintes au niveau de la police ou du parquet.

Les gestionnaires de la Regideso doivent respecter, explique-t-il, la méthode de gestion lifo et fifo. La méthode lifo propose de sortir du stock les produits les plus récents tandis que la méthode fifo propose de faire sortir du stock les produits les plus anciens.

M.Rufyiri conclut en proposant de faire un inventaire périodique pour se rassurer si le stock est toujours complet et une enquête indépendante pour établir les responsabilités sur les vols à la Regideso.

Mélance Maniragaba

Les documents que la Regideso exige pour une demande de raccordement en eau et en électricité sont les suivants: attestation de composition familiale, une photo passeport, le titre ou autre document d'appartenance de parcelle, une photocopie de la Carte Nationale d'Identité (CNI)

27 tonnes de café frauduleux saisis à Gatara

La vente illégale du café dans les provinces du nord du pays devient monnaie courante. Des quantités énormes transitant vers le Rwanda sont saisis ces derniers jours. Les prix aux producteurs faibles et le retard dans le paiement sont quelques facteurs à l'origine des fraudes qui se font dans la vente de cette culture qui rapporte beaucoup des devises dans les caisses de l'Etat



396 sacs contenant à peu près 27 tonnes de café parche frauduleux ont été saisis sur la colline Kigume.

396 sacs contenant à peu près 27 tonnes de café parche frauduleux ont été saisis sur la colline Kigume de la zone Ngoro dans la commune de Gatara en province de Kayanza lors d'une fouille-perquisition faite le 25 mai 2022. Selon Isaac Niyigabira, procureur général de la République du Burundi dans la province de Kayanza, ces quantités de café ont été saisis dans 7 ménages de cette colline. La police de Kayanza a également saisi 3 machines dépulpeuses lors de cette fouille. « Celles-ci ont été utilisées pour dépulper les cafés cerises qui venaient être récoltés sur pied par la population ». En présence du gouverneur de cette province, ces cafés ont été remis à l'Office pour le Développement du Café du Burundi (ODECA) pour éviter la détérioration de la qualité. Deux suspects ont été appréhendés au moment où 7 autres sont encore recherchés selon toujours M. Niyigabira. Le procureur général révèle qu'une partie de ce café a été acheté clandestinement aux agriculteurs et une autre partie proviendrait des stations de lavage compte tenu de la qualité. D'où, la complicité des personnels des usines, dénonce-t-il.

«Certains chefs d'usines des milieux environnants ont été arrêtés afin de s'enquérir de la manière dont les cafés provenant des stations de lavage ont pu arriver dans ces ménages», précise-t-il tout en ajoutant que des enquêtes approfondies sont en cours déterminer l'identité des fraudeurs.

Des cas de fraude s'intensifient

Cette quantité de café fraudée est découverte à Gatara au moment où d'autres sont saisis ces derniers jours à la frontière burundo-rwandaise. Le 21 mai, plus de 10 sacs de café cerise et parche transitant vers le Rwanda ont été saisis dans la commune de Busiga de la province de Ngozi. Le 25 avril, la province de Kayanza a annoncé avoir saisi dans la commune Kabarore 25 kg de café cerise et 5 kg de café parche transi-

tant vers le Rwanda. 300 kg de café parche transitant vers la même destination ont été saisis dans la même commune le 21 avril. 40 kg de café parche et 75 kg de café cerise transitant toujours vers le Rwanda ont été respectivement saisis le 20 et 19 avril dans la commune de Kabarore.

Des prix toujours insignifiants

Selon les caféiculteurs de Gatara, les prix encore faibles et le retard dans le paiement seraient les principales raisons de cette vente illégale de café. Même si le prix au producteur par kg de café cerise A vient d'être augmenté de 100 FBu (de 700 à 800 FBu), ce montant reste insuffisant pour les agriculteurs. Ils jugent ce prix largement faible par rapport au Rwanda où un kilo de café cerise reviendrait à 9 mille FBu.

« Le prix d'un kilo de café est actuellement inférieur aux prix d'un kilo de haricot, d'huile de palme alors qu'entretenir le café est un travail de combattant qui demande beaucoup d'efforts et de temps », se lamente T. H, cultivatrice de café. «Comme on le considère comme de l'or, qu'il le soit aussi pour les caféiculteurs», propose D. K, caféiculteur tout en demandant au gouvernement d'augmenter le prix du café jusqu'à au moins à 1500 FBu.

Les caféiculteurs de Gatara informent également qu'ils sont payés tardivement. « Depuis avril 2022, on n'est pas encore payé. Si mon enfant tombe malade, je ne suis pas capable de recourir aux structures de santé pour le faire soigner », dénonce un autre cultivateur de café. Ils demandent d'être payés chaque semaine ou deux semaines.

Les pays voisins, les meilleurs offrants

Au Rwanda où transite le café fraudé, en 2022, le prix du kilogramme de fèves est officiellement fixé à 410 francs rwandais (0,4 \$) contre 248 francs rwandais (0,24 \$) un an plus tôt. Cette hausse de près de 65 % du tarif garanti devrait permettre d'améliorer le niveau des dépenses des producteurs dans les opérations d'entretien de leurs plantations et de stimuler la hausse des rendements des caféiers.

Ce qui est étonnant, c'est que le prix n'est pas si différent qu'il pourrait être la cause de cette hausse. Selon un spécialiste du secteur du café, le café provenant du Burundi serait vendu plus puisqu'il est réputé être un café de qualité.

Des efforts significatifs sont consentis

Le DG de l'ODECA reconnaît que le secteur du café est important pour l'économie du pays et de la population. « Que la population sache que le café est parmi les premiers pourvoyeurs de devises et que ces derniers appuient dans la construction des infrastructures publiques notamment les routes, les hôpitaux, les centres de santé... »

Selon lui, depuis le retour de l'Etat dans le secteur du café, des efforts particuliers sont consentis pour rentabiliser cette culture notamment l'augmentation du prix au producteur. Actuellement, les agriculteurs touchent 800 FBu par kilo pour le café cerise A alors qu'ils touchaient 500 FBu en 2020. Le café cerise B est acheté à 400 FBu au moment où il s'achetait à 250 FBu.

Le gouverneur de Kayanza met en garde les caféiculteurs

Remy Cishahayo, gouverneur de la province de Kayanza exhorte les caféiculteurs à couper court avec la vente illégale du café et à l'acheminer vers les stations de lavage officielles. « Faites attention. Vous avez franchi la ligne rouge. Vous êtes en train de ruiner l'économie du pays. Demain, vous allez vous plaindre que les écoles, les routes, les centres de santé ne sont pas construits. Si vous êtes attrapés, vous allez être poursuivis par la justice et vous ne bénéficierez d'aucune miette de la quantité saisie ».

Bruce Habarugira et
Dona Fabiola Ruzagiriza

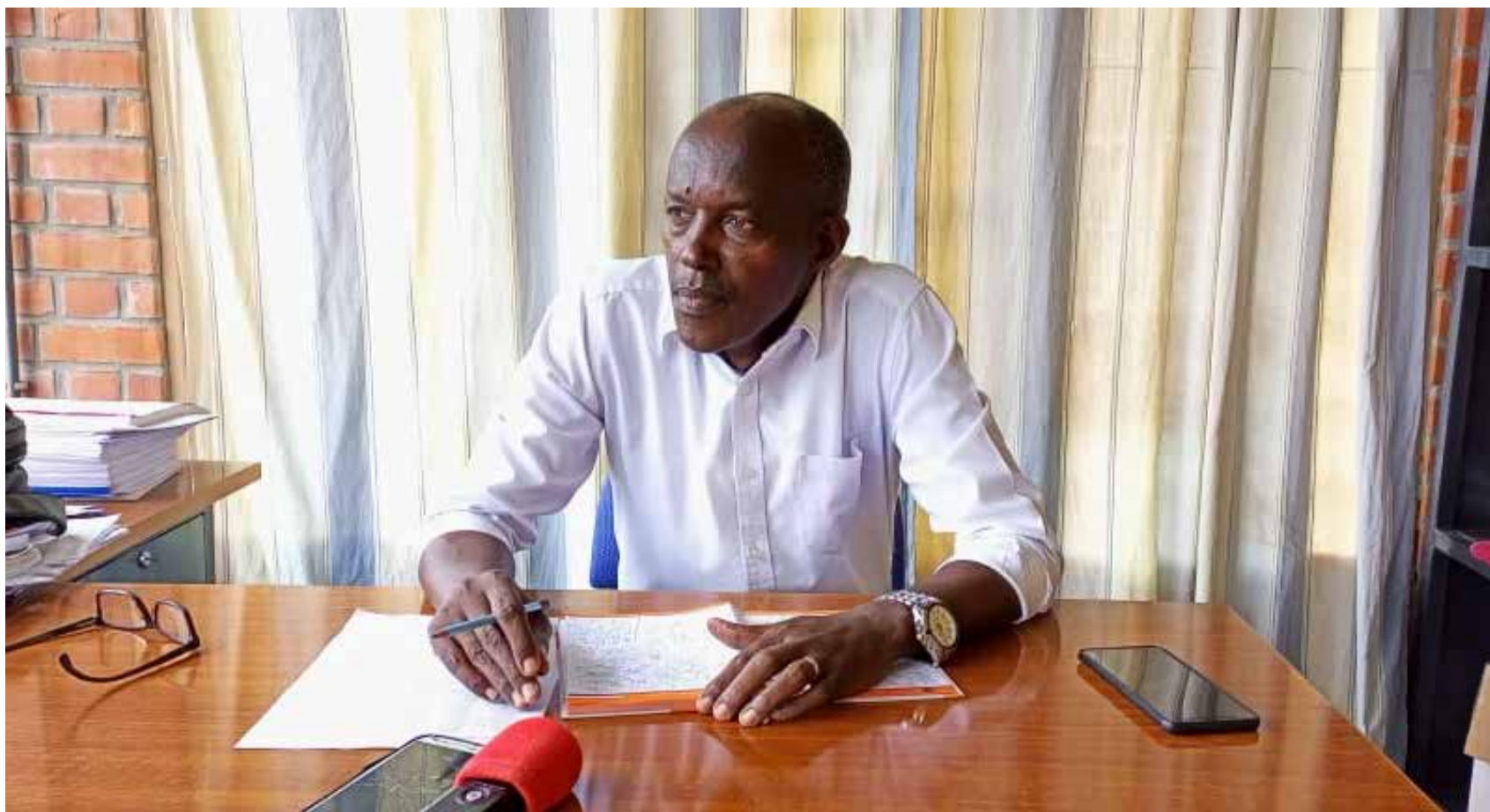
SOCIÉTÉ

Le favoritisme, source de divisions

Dans une communauté, le favoritisme peut être une source de prolifération des messages de haine. Les victimes se sentent exclus et développent des frustrations qui sont à l'origine du manque de cohésion sociale. Pour Nicolas Hajayandi, professeur d'universités, les gestionnaires devraient gérer les ressources disponibles de manière impartiale en ne tenant pas compte d'autres critères comme l'appartenance sociale, politique...

Le favoritisme peut engendrer ou être une source de messages de haine dans la mesure où il divise, fait savoir Nicolas Hajayandi, professeur d'universités. « Il polarise en fait les personnes. Il y en a qui se sentent défavorisées alors que les autres sont favorisées ». Le Professeur Hajayandi explique que cela crée des divisions entre les personnes. De ces divisions peuvent découler des propos haineux tenus à l'endroit des auteurs du favoritisme et des bénéficiaires de ce favoritisme.

« Quand le favoritisme est pratiqué à grande échelle, les victimes développent des rancœurs. Elles sentent qu'elles sont exclues, qu'elles ne bénéficient pas de la même manière que les autres les avantages que procure la société, qu'elles ne profitent pas des conditions d'existence comme les autres. Là, les discours de haine peuvent s'ensuivre », montre-t-il.



Nicolas Hajayandi, politologue : « Les victimes du favoritisme voient et vivent mal cette sorte d'injustice sociale ».

Quelles autres conséquences ?

Le manque de cohésion sociale est aussi une autre conséquence du favoritisme. « Les victimes du favoritisme voient et vivent mal cette sorte d'injustice sociale ». Pour lui, la frustration relative qui s'installe est

également une des conséquences qui peuvent s'ensuivre parce que les gens sentent qu'ils ne sont pas considérés de la même manière.

La meilleure des solutions serait d'éradiquer ce phénomène, explique Hajayandi. Néanmoins, cet expert trouve cela difficile parce

qu'il y a insuffisance des conditions, des ressources matérielles. « Ceux qui sont chargés de les répartir le font en privilégiant certaines personnes au détriment des autres », ajoute-t-il.

Prof Hajayandi suggère que ces gestionnaires gèrent les ressources

disponibles de manière impartiale en considérant les besoins des uns et des autres et en faisant fi d'autres critères comme l'appartenance sociale, politique... notamment en suivant des critères objectifs dans la répartition des ressources.

Bruce Habarugira

Vers la réflexion des routes dans la municipalité de Bujumbura

Les nids de poule envahissent progressivement certaines routes de la municipalité de Bujumbura. L'exemple emblématique est la RN9 qui relie le rond point des Nations Unies au quartier Carama. Les usagers de ces routes demandent leur réhabilitation puisque les conséquences de leur défectuosité sont fâcheuses. Le ministère en charge des infrastructures tranquillise qu'il compte réhabiliter sou peu les routes de la municipalité de Bujumbura

Certains routes de la municipalité de Bujumbura sont dans un état de défectuosité inouïe. On peut citer à titre exemple la RN9. A partir du rond point des Nations jusqu'à Carama, cette route est dans état très critique. Il est difficile de savoir si cette route est macadamisée ou pas. Les nids de poule y ont érigé domicile. Il n'y a plus d'asphalte à plusieurs endroits. Et la situation s'est détériorée à tel point que certains conducteurs la surnomment la route impossible suite aux nids de poule qui la jonchent. Et depuis presque deux semaines, on y a mis des tous venants pour essayer de rendre cette route un peu praticable. Pour les chauffeurs de bus, il est quasiment impossible d'emprunter cette route quand on veut arriver à destination à temps. Ils se sont décidés à prendre le Boulevard Mwambutsa, à bifurquer par la chaussée Monseigneur Buconyori et à rejoindre encore une fois la RN9 du côté de Mutakura parce que les véhicules

paient les frais quand ils passent par Ngagara. Et d'ajouter que ce nouveau trajet crée parfois des malentendus entre les chauffeurs et les clients qui avaient l'habitude de prendre cette route pour arriver à l'avenue du 5 février communément appelée « Kurya Kanyoni ».

La RN7 et la RN3 ne sont pas épargnées

De plus, la RN7 du côté de la zone Musaga et la RN3 du côté de la zone Kanyosha sont caractérisées de pas mal de nids de poule. Avec cette défectuosité alarmante de la voirie municipale, les conducteurs peinent à se céder le passage. Ce qui occasionne des accidents, car tout le monde veut se frayer un chemin.

Les conducteurs demandent que ces routes soient réhabilitées pour que les dégâts soient limités. Ils indiquent que conduire sur ces routes est un casse-tête. De surcroît, les véhicules subissent.

384 tonnes de bitume pour réhabiliter les routes en mairie de Bujumbura

Dans le cadre de la mise en œuvre du vaste programme du Gouvernement du Burundi de réhabiliter le réseau routier du Burundi dénommé « Zéro nids de poule », le ministère des Infrastructures, de l'Équipement et des Logements Sociaux a réceptionné le premier lot de 223 tonnes des 384 tonnes de bitume. Déogratias Nsanganyumwami, ministre ayant les infrastructures dans ses attributions fait



Les nids de poule envahissent progressivement certaines routes de la municipalité de Bujumbura. L'exemple emblématique est la RN9 qui relie le rond point des Nations Unies au quartier Carama.

savoir qu'après avoir réceptionné toutes les quantités d'asphalte commandées, le ministère va entamer la réhabilitation du réseau routier du Burundi en commençant par la capitale Bujumbura et les axes principales qui relient les villes de Gitega et Bujumbura.

Selon toujours le ministre Nsanganyumwami, le choix des axes principaux prioritaires pour la réhabilitation de la RN1, de la RN2 et de la RN7 est motivé par le partage des charges des camions du trafic international depuis la frontière

de Kobero jusqu'à Bujumbura via Gitega, Mwaro ou Bugarama pour qu'il n'y ait pas d'axe surexploité. S'agissant du linéaire que ce programme va couvrir, Nsanganyumwami a fait savoir qu'il est difficile de le mesurer d'autant plus que les axes ne sont pas défectueux de la même manière. Ce qui fait qu'il va se compter en termes de surface et non de longueur. Concernant les autres axes interprovinciaux, ils vont bénéficier du deuxième programme qui rentre dans la stratégie de mise en œuvre des travaux manuels courants de réhabilitation des réseaux

routiers qui attend l'équipement en matériels déjà commandés dans les 23 milliards de Fbu alloués au ministère pour la réhabilitation des réseaux routiers pour l'exercice 2021-2022. Pour ce qui est des axes intercommunaux, ils vont entrer dans le programme de la décentralisation des services.

Notons que la mairie de Bujumbura était déjà à l'œuvre dans la réhabilitation des routes municipales.

Jean Marie Vianney Niyongabo

PUBLICITE

Jibu : Economiser est un jeu d'enfant !

Chez Jibu, nous partons du principe que l'eau de consommation de haute qualité doit être abordable pour la majorité des citoyens. C'est pourquoi notre gamme de produits offre à tout un chacun, la possibilité de s'offrir de l'eau saine plus aisément.

Ainsi par exemple, en achetant la bouteille Jibu de 20L avec robinet vous ne payez que 225 Fbu le litre d'eau que vous buvez.

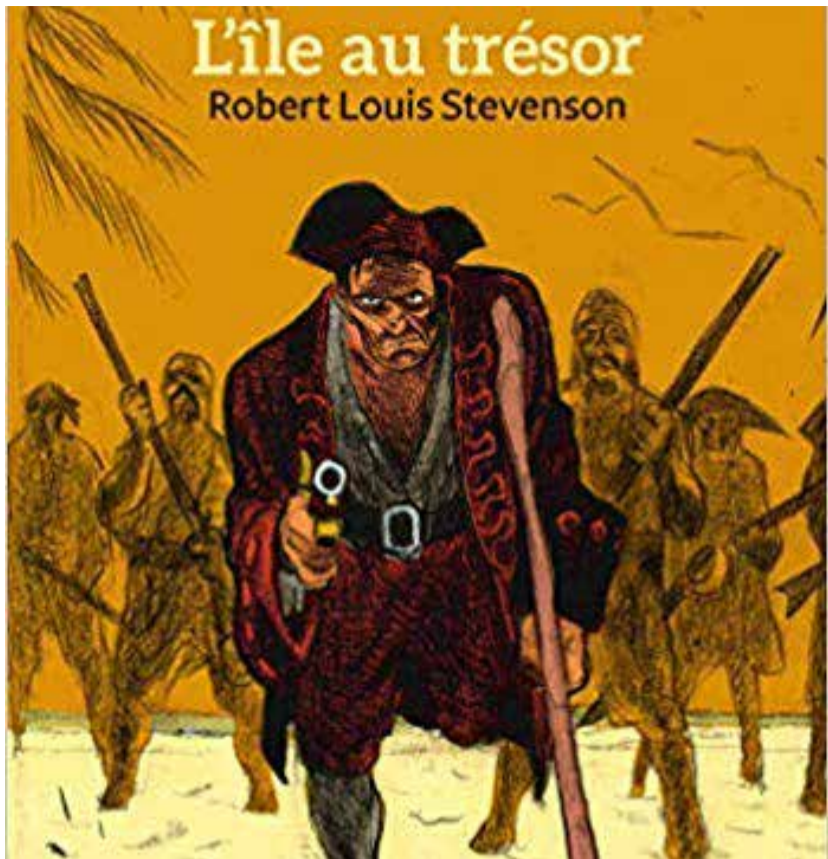
Et si vous ne souhaitez plus payer cher l'eau que vous buvez en dehors de chez vous, vous n'aurez qu'à remplir votre gourde Jibu de 1L avant de sortir de la maison.

Par ailleurs, vous noterez qu'en achetant la bouteille Jibu de 20L avec robinet vous recevez en réalité 1.1L d'eau gratuitement. Comment cela ? En fait, les bouteilles rondes pour fontaines à eau (water dispenser) ont en réalité une capacité de 5 gallons. Sachant qu'un gallon est équivalent à 3.78L, 5 gallons feront 18.9L. Du coup, en choisissant la bouteille Jibu de 20L avec robinet, vous faites une économie supplémentaire de 5% sur l'eau et vous vous épargnez l'achat d'une fontaine à eau (water dispenser) ou pompe de 30 000 Fbu ou 60 000 Fbu!



Et si vous pensez toujours que la bouteille Jibu de 20L avec robinet est chère, sachez qu'à 4500 Fbu, les 20L ne vous prendront que 2 à 3 mois pour rembourser votre investissement.

Faites vos comptes et économiser avec Jibu.



« L'île au trésor »

(Roman d'aventure de Robert Louis Stevenson)

Chien-noir se montre et disparaît

Je fis un pas vers lui.

« Ce couvert est sans doute pour l'ami Bill ? » demanda-t-il avec un regard où je crus voir de l'inquiétude.

Je répondis que je ne connaissais pas l'ami Bill, et que ce couvert était destiné à un locataire de la maison, que nous appelions le Capitaine.

« Parbleu ! dit-il, l'ami Bill peut se faire appeler le Capitaine, si cela lui convient !... Il a une balafre sur la joue gauche et il ne boude pas sur la bouteille, hein, mon petit ?... C'est bien cela, n'est-ce pas, une balafre sur la joue gauche ?... Quand je le disais !... Ah !... ah !... Et donc, l'ami Bill est-il dans la maison ? » J'expliquai qu'il était sorti.

« Ah ! Et de quel côté est-il allé, mon garçon ?... de quel côté ?... »

J'indiquai la falaise ; j'ajoutai que le Capitaine ne tarderait pas à rentrer ; je répondis à quelques autres questions.

« Ah ! dit l'étranger, c'est lui qui va être content de me voir !... »

L'expression de sa physionomie n'était rien moins qu'affectueuse, tandis qu'il parlait ainsi. Il me parut qu'il n'avait pas l'air de dire précisément ce qu'il pensait. Mais ce n'était pas mon affaire. Et, du reste, qu'est-ce que j'y pouvais ?...

L'inconnu restait là, flânant dans la salle, et de temps à autre allant vers la porte, mais sans la franchir, et guettant comme un chat qui attend une souris. À un moment, je sortis, et je fis quelques pas sur la route. Aussitôt, je m'entendis appeler, et comme je n'obéissais pas assez vite à cet appel, je vis un horrible changement se produire sur la face couleur de chandelle du nouveau venu. Il m'ordonna de rentrer immédiatement, en jurant de telle sorte que je ne fis qu'un bond. Je ne fus pas plus tôt revenu auprès de lui, qu'il reprit ses manières à la fois

doucereuses et ironiques ; il eut même l'obligeance de mettre sa main sur mon épaule en déclarant que j'étais un bon petit garçon et qu'il se sentait pris pour moi d'une véritable tendresse.

« J'ai moi-même un fils de ton âge, ajouta-t-il, et je suis fier de lui. Vous vous ressemblez, ma foi, comme deux frères. Mais la grande affaire

Retrouve dans chaque grille tous les mots de la liste.
Ces mots peuvent se lire de gauche à droite ou de haut en bas.

J P I R C P T H S J P Q
Q A S F C O S L A O S Z
D R X U M U H Z E P P C
A F Z V Q R I N C C L A
U O P B U Q N E A L U U
T I E T A U E Y S D S S
O S N Q N O Q N S C I S
U A D I D I K A E U E I
R I A N A U L N Z P U L
S F N O V P V C M M R B
K Y T P S M A L O R S T
Q U E L Q U E F O I S Q

Les mots invariables - 3

LISTE

ALORS
ASSEZ
AUSSI
AUTOUR
PARFOIS
PENDANT
PLUSIEURS
POURQUOI
QUAND
QUELQUEFOIS

I S O U D A I N R B Q H
N S O U V E N T D G C A
M V V O P E N D A N T H
E I Y K R B Q J R K A G
S Z F F S S E A A J C M
E S B J H A F Y V Z O H
A A U T A N T W A I M D
V L V O O S D A N H B Q
E R X I Z O P R T Q I K
C C Q C S A E X P B E Z
S S A U T O U R J V N X
I S S E U L E M E N T B

Les mots invariables - 4

LISTE

AUTANT
AUTOUR
AVANT
AVEC
COMBIEN
PENDANT
SANS
SEULEMENT
SOUDAIN
SOUVENT

pour les garçons, vois-tu, fillot, c'est l'obéissance !... Ah ! l'obéissance !... Si tu avais seulement navigué avec l'ami Bill, je n'aurais pas eu besoin de te répéter un ordre !... Non, sur ma foi !... il n'y avait pas à rire avec lui... Eh ! ma parole, je ne me trompe pas !... le voici justement, l'ami Bill !... avec son télescope sous le bras, que Dieu bénisse !... Mon petit, nous allons entrer là et nous cacher derrière la porte, pour faire une surprise à l'ami Bill !...

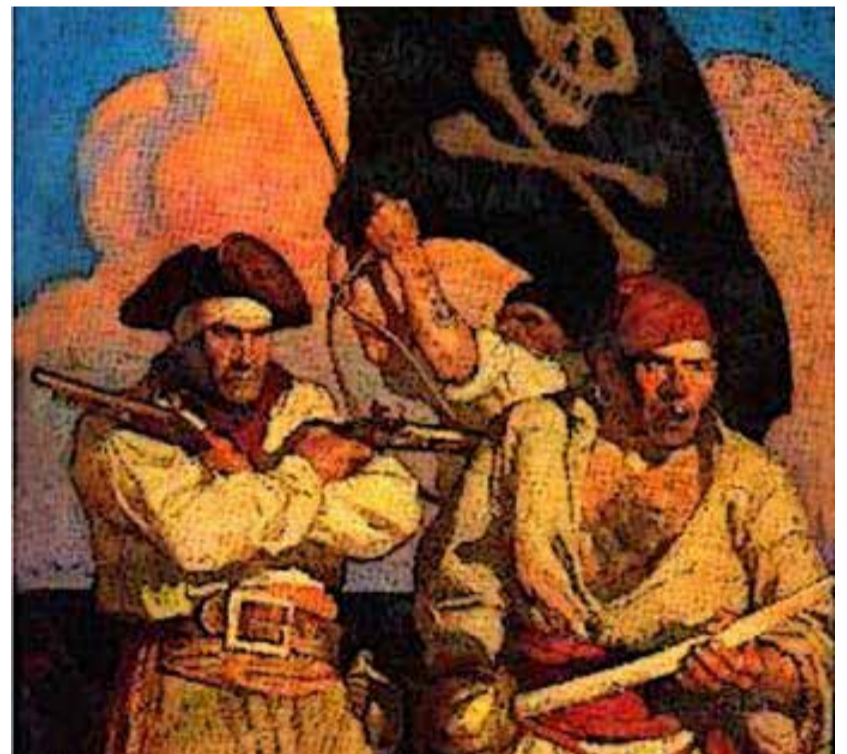
Tout en parlant, l'étranger m'avait poussé dans le parloir et s'était mis avec moi derrière la porte d'entrée. Je me sentais assez mal à l'aise et même quelque peu effrayé ; ce qui augmenta mon inquiétude fut de constater que l'étranger avait peur, lui aussi. Il maniait son coutelas, le faisait jouer dans sa gaine, et je l'entendais soupirer en avalant sa salive, comme s'il avait eu une boule dans le gosier.

Enfin, le Capitaine entra, poussant la porte devant lui sans regarder de notre côté ni remarquer notre présence, et il se dirigea vers la table où l'attendait son déjeuner.

« Bill ! » dit alors l'étranger d'une voix qu'il essayait manifestement de faire aussi grosse que possible.

Le Capitaine pivota sur ses talons et nous aperçut. Son visage était devenu subitement livide sous le hâle ; le nez seul restait bleu. On eût dit un homme qui se serait trouvé face à face avec le diable, ou pis encore si c'est possible. C'était une chose sinistre, et qui me fit peine, de le voir ainsi vieillir de vingt ans, et sur le point de défaillir.

« Allons, Bill, tu me reconnais bien, tu n'as pas oublié ton vieux cama-



rade ? s'écria l'étranger.

– Chien-Noir ! murmura le Capitaine avec épouvante.

– Et certainement ! fit l'autre en reprenant son aplomb à proportion du trouble où il voyait notre locataire. Chien-Noir en personne, qui est venu faire visite à son vieux camarade ! Mon pauvre Bill, en avons-nous vu et fait ensemble, depuis le jour où j'ai perdu ces deux doigts-là !... ajouta-t-il en levant sa main mutilée.

– Eh bien... puisque tu m'as déniché, dit enfin le Capitaine d'une voix altérée, me voilà ! Parle, au moins, que me veux-tu ?

– Ah ! je reconnais mon Bill

!... toujours droit au but. C'est aussi mon habitude... Je prendrai donc un verre de rhum, si ce cher enfant que j'aime déjà tant veut me l'apporter, et nous causerons de nos petites affaires, en vieux camarades que nous sommes.»

Quand je revins avec le rhum, ils étaient assis tous les deux à la table dressée pour le Capitaine. Chien-Noir avait eu soin de prendre le côté de la porte et se tenait de biais, de manière à surveiller son vieux camarade et à pouvoir battre en retraite, si c'était nécessaire.

La suite de "L'île au trésor" ...à lire la semaine prochaine.

Sélection de programmes de télévision

lundi 06 juin 2022 à 21h10



Film: Le jour le plus long

Genre : Guerre
Durée : 165 mn
Réalisateur : Ken Annakin
Nationalité : Etats-Unis
Année : 1962

C'est le 4 juin 1944, à 21h30, que le général Eisenhower se décide : le 6 juin sera le Jour J. La veille, les Allemands ne croient toujours pas au débarquement et la Luftwaffe est au repos du fait d'une météo exécrable. Rommel est parti en Allemagne tandis que, à Saint-Lô,...

mardi 07 juin 2022 à 20h45



Doc: Le mystère des géants disparus

Genre : Découverte
Durée : 95 mn
Réalisateur : Eric Ellena
Nationalité : France
Année : 2018

Après la disparition des dinosaures, la Terre a été peuplée, 60 millions d'années durant, par des animaux géants étonnants. De nombreux mystères entourent toujours ces colosses. Comment ont-ils pu devenir aussi gros ? Être un géant est-il toujours un avantage ?

mercredi 08 juin 2022 à 20h55



Film: Birth

Genre : Drame
Durée : 105 mn
Réalisateur : Jonathan Glazer
Nationalité : Etats-Unis
Année : 2003

Dix ans après la mort de l'homme qu'elle adorait, Anna est enfin décidée à se reconstruire une nouvelle existence. Avec la bénédiction de sa mère, Eleanor, elle s'apprête à épouser Joseph. Alors que toute la famille prépare l'événement, un jeune garçon surgit et déclare être la réincarnation...

jeudi 09 juin 2022 à 20h35



Doc: Conversations animales

Genre : Animalier
Durée : 50 mn
Nationalité : Australie

Les animaux conversent en utilisant des signaux verbaux et non-verbaux. Cela leur permet de s'alerter les uns les autres, de déclarer leur amour, ou d'apprendre à leurs progénitures à survivre. Voyagez aux quatre coins du monde et découvrez les incroyables capacités linguistiques...

vendredi 10 juin 2022 à 20h50



Film: The Dark Knight, le chevalier noir

Genre : Fantastique
Durée : 145 mn
Réalisateur : Chris Nolan
Nationalité : Etats-Unis
Année : 2008

La mafia fait toujours sa loi à Gotham City, malgré les efforts de la police et la lassitude de la population. Pourtant, un homme se bat au grand jour et redonne espoir à la ville : le procureur Harvey Dent. Associé au lieutenant Gordon dans sa quête de justice, ...

samedi 11 juin 2022 à 20h55



Film: Cliffhanger, traque au sommet

Genre : Action
Durée : 120 mn
Réalisateur : Renny Harlin
Nationalité : Etats-Unis
Année : 1993

Après la mort accidentelle d'une touriste, l'alpiniste Gabe Walker a décidé de quitter définitivement la montagne. Huit mois après le drame, son amie Jessie le convainc néanmoins de partir au secours des survivants d'un accident d'avion. Gabe et son collègue Hal tombent alors sur la bande d'Eric...

dimanche 12 juin 2022 à 20h50



Film: The Colony

Genre : Action
Durée : 90 mn
Réalisateur : Jeff Renfroe
Nationalité : Canada
Année : 2013

2045. Une nouvelle ère glaciaire a contraint les survivants à organiser une société sous terre : un réseau de colonies. Quand un avant-poste de rescapés, mené par Briggs, répond au signal de détresse de la colonie 5, une expédition spectaculaire au coeur de la neige...

Proverbes

« Pas vu, pas pris »

On ne peut rien reprocher à celui qu'on n'a pas pris en faute, il ne risque rien.

« Paris ne s'est pas fait en un jour »

Il faut du temps pour accomplir un projet important.

« Partir c'est mourir un peu »

Tout quitter, perdre ses attaches et ses repères c'est une petite mort : il ne reste pas grand chose de notre identité.

« L'habit volé ne va pas au voleur »

Un bien mal acquis ne profite pas.

« Pierre qui roule n'amasse pas mousse »

Ce n'est pas en changeant souvent de métier ou de pays que l'on parvient à s'enrichir.

« Qui a fait la faute, la boit »

Celui qui a commis la faute doit en porter la peine.

« Qui paie ses dettes s'enrichit »

Variante orthographique de qui paie ses dettes s'enrichit

« Jamais deux sans trois »

Un évènement qui survient deux fois se reproduit très souvent une troisième, les évènements ayant tendance à se répéter.

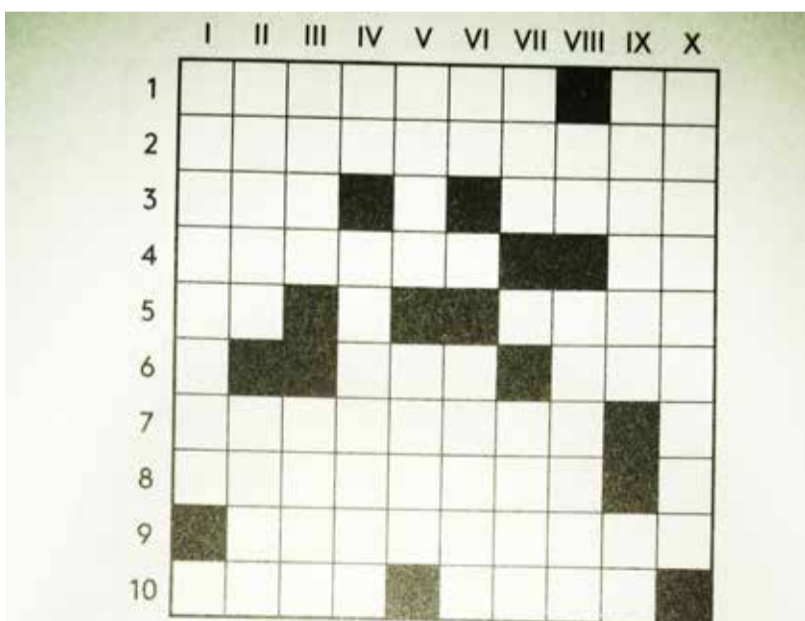
« Le soleil luit pour tout le monde »

Il est certains avantages dont tout le monde peut profiter.

« Les petits ruisseaux font les grandes rivières »

Accumuler de petits profits peut mener à un grand bénéfice.

Mots croisés



HORIZONTELEMENT

1. Majeurs. Bonne action. - 2. Percevas. - 3. Bison. Pars rapidement. - 4. Craintif. S'est amusé. - 5. Meilleur. Religieux. - 6. Planeur. Confident. - 7. Médecins. - 8. Épuisés. - 9. Nuée. - 10. Froisse. Apparues.

VERTICALEMENT

I. Sénévé. - II. Toits. Grand arbre. - III. Module. Démonstratif. - IV. Titane. Superflu. - V. Rembourse. Mou. - VI. Dans. Insurgé. - VII. Clochard. Loupé. - VIII. Cours d'eau. Gourdin. - IX. Fête musulmane. Console de jeux. - X. Combinée.

Mots croisés : Solution du numéro précédent





- Banderoles
- Autocolants
- One Way Vision
- Back light
- Roll Up stands
- Tear drops
- Etc...

IMPRESSION DIGITAL



Siège Social:

Chaussée d'Uvira (à 400m de l'Ex-BINUB)
 (+257) 22 27 59 44
 (+257) 75 103 103 / 79 101 111

Agence HOPE DESIGN:

Rohero 2, Avenue Moso n°23
 Fixe: (+257) 22 27 59 44
 Tél: (+257) 75 103 103 / 79 101 111

www.hopedesign.bi
hopedesign@hopedesign.bi
fb.com/imprimerie.hopedesign.3

ACTUALITE REGIONALE

Les traders boudent le thé du Kenya

Le marché est-africain du thé est en turbulence. Les négociants de ce produit aux enchères de Mombasa mettent de côté le thé kenyan jugé trop cher. Ce qui entraîne d'énormes retraits des produits des petits exploitants. C'est une bouffée d'oxygène pour les exportateurs du thé en provenance de l'Ouganda, de la Tanzanie et du Burundi



La baisse des cours du thé sur le marché international affecte le secteur théicole au Kenya.

Les acheteurs de thé ont opté pour des boissons moins chères en provenance de l'Ouganda, de la Tanzanie et du Burundi qui n'ont pas de prix minimum, laissant une large place aux thés de l'Agence de développement du Kenya (KTDA) en raison de leur prix élevé.

Le prix minimum s'applique uniquement au thé de KTDA. Tous les thés des pays de la région sont commercialisés à la vente aux enchères de Mombasa par l'East African Tea Traders Association avant d'être expédiés hors du pays vers les marchés étrangers.

Les cours du thé en chute libre

La demande de thé sur le marché mondial a diminué en raison de la période estivale qui s'annonce dans les principaux pays acheteurs. Ce qui a réduit drastiquement du thé comme boisson réchauffant,

obligeant ainsi les commerçants à opter pour des thés moins chers.

« La demande se déplace maintenant vers des thés moins chers. C'est

pourquoi les thés et les plantations non kényans se vendent désormais

bien par rapport aux thés KTDA », a déclaré Peter Kimanga, directeur de Global Teas.

M. Kimanga a déclaré que la baisse actuelle de la demande de thé et la dépréciation de la monnaie chez les principaux acheteurs tels que le Pakistan et le Soudan ont forcé les acheteurs à opter pour des thés moins chers.

Un prix minimal pour protéger les théiculteurs

Au cours des six dernières semaines, les prix sont restés bas lors de la vente aux enchères, une décision qui devrait continuer à amenuiser les revenus tirés de l'une des principales sources de devises du Kenya.

Pour rappel, le gouvernement kenyan a fixé un prix minimum de 2,43 dollars pour protéger les revenus des agriculteurs. Cette décision a été prise pour réduire les effets des mauvaises performances qui ont fait exploser les coûts de production.

Le Tea Board du Kenya a estimé les bénéfices à 136 milliards de shillings kenyans l'an dernier contre 120 milliards de shillings kenyans enregistrés en 2020. Les revenus se sont améliorés malgré le choc du Covid-19 qui a perturbé les exportations.

Edgar Wabwire